Mercredi 19 septembre 1979 – No 1 128 BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Giscard plaide les sacrifices

Giscard au charbon

« *ON n'aurait rien gagné à attendre... J'ai pensé qu'il valait mieux faire tout, tout de suite, au risque bien entendu de provoquer un sentiment de mécontentement* ». Ainsi, s'est exprimé Giscard à propos des mesures impopulaires imposées par son gouvernement. Paroles nouvelles venant d'un homme habitué à trôner confortablement au-dessus de la mêlée.

Jusqu'à présent, c'était à Barre qu'était confiée la tâche ingrate d'aller au charbon, de s'acharner à expliquer, à convaincre, à faire appel aux efforts et aux sacrifices. Mais trop, c'est trop ! La cote de Barre, déjà guère brillante auprès d'un grand nombre a dégringolé ces derniers temps, entrainant vers la baisse celle du président lui-même. Les sondages Sofres comme Ifop ont accusé une nette perte de confiance.

Son premier ministre ne jouant plus efficacement le rôle de bouclier, il a bien fallu que Giscard renonce à disserter sur les grands desseins de la France, la situation planétaire. Il s'est senti obligé de s'expliquer durant une heure à la télévision sur la politique qu'il fait mener par son premier ministre. Il a mis en balance son autorité, son titre, sa caution personnelle.

« *J'ai accepté de solliciter fortement vos porte-monnaie,* a-t-il déclaré en substance dans un langage plus châtié. Mais « *C'est à condition que ce soit pour solde de tout compte* ». Même lorsqu'il essaye de se départir de son air hautain pour se pencher sur les problèmes des Français, Giscard parle comme un banquier. Qu'il fasse de telles promesses, alors qu'il avait récusé récemment tout comportement qui serait celui d'un candidat et non d'un président « *responsable* » en dit long sur la cote de mécontentement que présume l'Élysée. Et condescendre à parler de la vignette automobile ne suffit pas pour convaincre de cette affirmation superbe : « *Je souhaite qu'on s'attaque à l'arrogance de l'argent* ». Les possesseurs de rolls, de yachts ne trouveront sans doute pas trop pesant « *l'effort de répartition des sacrifices* »

Décidemment celui qui se proclame « Président » de tous les Français, a bien du mal à se mettre à leur portée. Du sort des travailleurs, de la pauvreté croissante, de la misère, du chômage, Giscard a fort peu parlé. Qu'il s'agisse des dépenses de santé, des inégalités, des impôts, de la Sécurité sociale, de l'emploi, des efforts, des sacrifices et il n'a pas d'autres arguments que ceux longuement ressassés par Barre. C'est ce qu'auront remarqué les téléspectateurs. Gageons que sa cote ne va guère en être favorisée.

Jean QUERCY.

Descendu dans l'arène à la rescousse de Barre, il ressasse le même langage

Voir page 3

Quand Giscard parle de faire « tout, tout de suite », il s'agit bien sûr de satisfaire aux exigences des monopoles. Quant aux revendications ouvrières ce serait plutôt la perspective du deuxième millénaire qui est offerte.

SYNDICATS

Accord CGT-CFDT pour les salaires et le temps de travail

« *COMME nous l'avons dit, les travailleurs attendaient de la rencontre des deux plus grandes organisations syndicales, autre chose que des querelles de doctrine. Ce qu'ils voulaient, c'est la relance de l'action unie sur des objectifs revendicatifs qui leur sont communs face à l'offensive antisociale du patronat et du gouvernement* ». C'est avec ces mots que Georges Séguy a présenté à la presse l'accord d'unité d'action qui venait d'être signé par la CGT et la CFDT au bout de la deuxième rencontre, lundi soir.

Maire de son côté, se montrait plus satisfait encore : « *C'est une bonne journée pour les travailleurs, une journée à marquer d'une pierre blanche... Nous avons bloqué l'engrenage de la discorde et relancé la dynamique d'action nécessaire* ».

Ainsi, les deux leaders syndicaux ont-ils clairement exprimé que c'est la forte aspiration des travailleurs à l'unité pour l'action qui les a obligés à dépasser les divergences, les querelles, les rivalités.

Cette unité sur une plate-forme revendicative, ils la souhaitent la plus large possible, ouverte aux autres syndicats : « *Cet accord ne sera pas sans influence sur les autres organisations syndicales que nous souhaitons voir nous rejoindre* » ajoute Séguy. Et Maire renchérit : « *C'est un accord important, pas simplement conjoncturel, mais qui engage un processus d'action de plusieurs mois, ouvert aux autres syndicats, sans exclusive.* »

La déclaration commune précise les objectifs revendicatifs sur lesquels les deux syndicats vont mener des actions communes : des décisions ont déjà été prises « *pour que se développe la mobilisation sur la Sécurité sociale, les droits des travailleurs immigrés et l'amélioration de la législation sur le droit à l'interruption volontaire de grossesse* ». Mais les trois axes principaux sont :

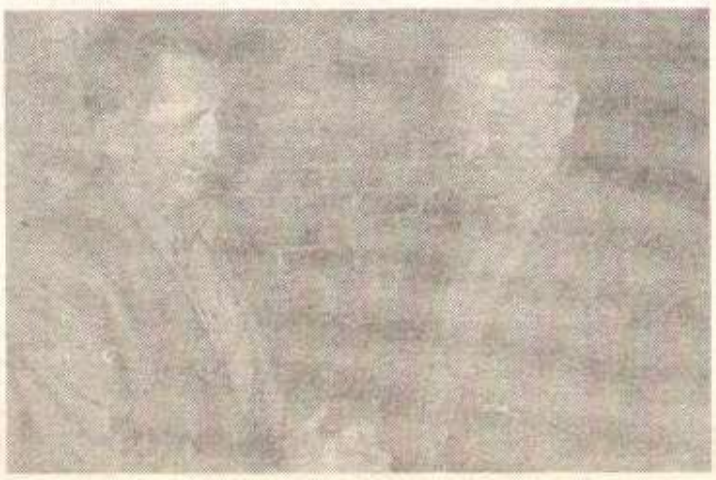
— « *l'augmentation des bas salaires et du SMIC, lequel devrait être porté à 2 700 F dans les meilleurs délais. Cette priorité prend sa place dans l'action différenciée du pouvoir d'achat dans le cadre d'une hiérarchie des salaires réduite selon les objectifs communs de chaque branche.*

— *La réduction du temps de travail vers les trente-cinq heures pour créer des emplois et vivre mieux. Cette priorité prend sa place dans le cadre de la lutte pour la défense de l'emploi et l'amélioration des conditions de travail ;*

— *Le droit d'expression des travailleurs et d'information syndicale...* »

Il est remarquable que ces trois objectifs importants pour les travailleurs à l'heure actuelle bornent toutefois l'accord syndical exactement aux thèmes proposés par Barre la semaine dernière pour la concertation syndicale. Ce sont aussi les points mis en avant par Giscard. Alors que le chômage continue de croître de mois en mois, même si de grandes vagues de licenciements ne mettent pas la question au premier plan de l'actualité, c'est une portion vraiment congrue qui est faite à la question de l'emploi.

Claire MASSON



SURETE DE L'ETAT

Ouvert lundi, le procès des militants du FLB va durer plus d'un mois

Voir page 5

ARGENTINE

L'isolement de la dictature grandit

Interview d'un camarade du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine

Depuis l'arrivée de la commission d'enquête de l'OEA (Organisation des États américains) sur les « disparus » en Argentine, les témoignages affluent. Nous avons demandé à un camarade du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine de nous parler des dépositions d'Isabel Peron contre la junte, devant la commission.

ISABEL Peron était la femme de Peron. Elle a été présidente de la République jusqu'au 24 mars 1976, date à laquelle elle a été renversée par le coup d'État de Videla. Depuis cette date, elle est emprisonnée.

Devant la commission d'enquête de l'OEA, elle a dit que le gouvernement actuel en Argentine, par sa nature, par la façon dont il a pris le pouvoir, ne pouvait pas faire autre chose que de violer des droits de l'Homme comme il les viole tous les jours.

Par ailleurs, une commission de défense d'Isabel Peron qui regroupe tous les dirigeants du péronisme a déclaré que le péronisme s'oppose à l'impérialisme capitaliste et à l'impérialiste marxiste. Elle a ajouté que si le péronisme prend le pouvoir en Argentine, il s'opposera aux superpuissances et que les superpuissances ne pourront plus conserver les avantages qu'elles ont aujourd'hui en Argentine.

Dans ce cadre, nous, en tant que Parti, nous proposons un front uni assez large avec les péronistes, avec les radicaux, avec les chrétiens, avec les intransigeants et avec toutes les forces qui sont contre la dictature en Argentine, qui veulent la démocratie, la liberté du peuple et surtout qui veulent que l'Argentine reste indépendante par rapport aux superpuissances dans le monde (...)

Il faut dire qu'une délégation militaire argentine vient de rentrer à Buenos-Aires après un séjour en URSS. Elle était dirigée par le commandant des écoles militaires, le général Montes (...) Un accord a été signé pour former des officiers argentins en URSS (...).

(...) Dans le cadre des forces politiques et sociales qui s'opposent à la junte militaire, il faut remarquer l'importance de l'unification de la Confédération nationale du travail (CNT) et de la commission des Vingt-cinq. Ces deux centrales ont décidé de s'unifier contre l'avis de la junte et de lancer un plan d'action pour les revendications économiques des travailleurs, contre les nouvelles lois d'association syndicale que propose la junte, pour le respect des conventions collectives, contre l'occupation militaire des syndicats et aussi pour la libération des « disparus » et de tous les prisonniers politiques en Argentine. Le dernier point concerne la mise en place de la Constitution dans le pays (...).

HR : Une délégation de sénateurs français a visité le Chili et l'Argentine. Les sénateurs français souhaitent que « l'Argentine retourne à une démocratie authentique et à un État de droit ». *(*) Comment apprécies-tu ces déclarations ?*

Nous pensons que la visite de cette délégation française est très positive. Cette visite exprime en général la préoccupation des forces, des partis et des pays du second monde pour les pays du tiers monde, comme l'Argentine, leur vœu d'une transition vers un système démocratique, leur souhait que des pays comme l'Argentine s'éloigne du contrôle des superpuissances (...) Ces prises de position contribuent à l'isolement de la junte à l'extérieur et à donner beaucoup d'espoir aux familles des disparus en Argentine (...)

Propos recueillis par Claude LIRIA.

*Note de l'HR : Le sénateur du PCF a précisé qu'il « *n'est pas possible de confondre le terrorisme de groupes incontrôlés et le terrorisme d'État qui règne actuellement en Argentine* ». Cette déclaration condamnant la junte (il faut le souligner) entre en contradiction avec le soutien de l'URSS à la dictature.

Les membres du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine disparus

Voici la liste des « disparus », membres du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine (on estime de 15 à 30 000 le nombre total de disparus dans ce pays) :
Elias Seman, Ruben Kritzauski, Luis Diaz Salazar, Guillermo Moralli, Martin Vazquez, Roberto Cristina (*secrétaire général du PCMLA*), Victor Voloch, Abraham Hochman, Jorge Montero, Beatriz Perosio, Juan Miguel Tanhauser, Muario Poltarak, Saul Micflik, Ester Gerserg Salazar, Osvaldo Balbi, Norma Falcone.

URSS

Détenus : les estimations de Youri Orlov

CINQ millions de gens astreints aux travaux forcés, trois millions de détenus, pour une population d'environ 250 millions de gens. Voilà l'estimation que donne le physicien Youri Orlov, ancien secrétaire du Comité pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, emprisonné en 1977 et condamné en 1978 à 7 ans de travaux forcés.

Si ces chiffres sont difficilement vérifiables, on ne peut néanmoins contester que Orlov sait de quoi il parle — et pour cause !

Dans son *« Rapport sur le régime pénitentiaire en URSS »*, il indique : *« Il faut constater que, si l'armée permanente des sans-travail est un mal typique du système capitaliste, au contraire, l'armée permanente d'ampleur à peu près égale de personnes astreintes aux travaux forcés est un mal typique du " socialisme réel " de tendance totalitaire ».*

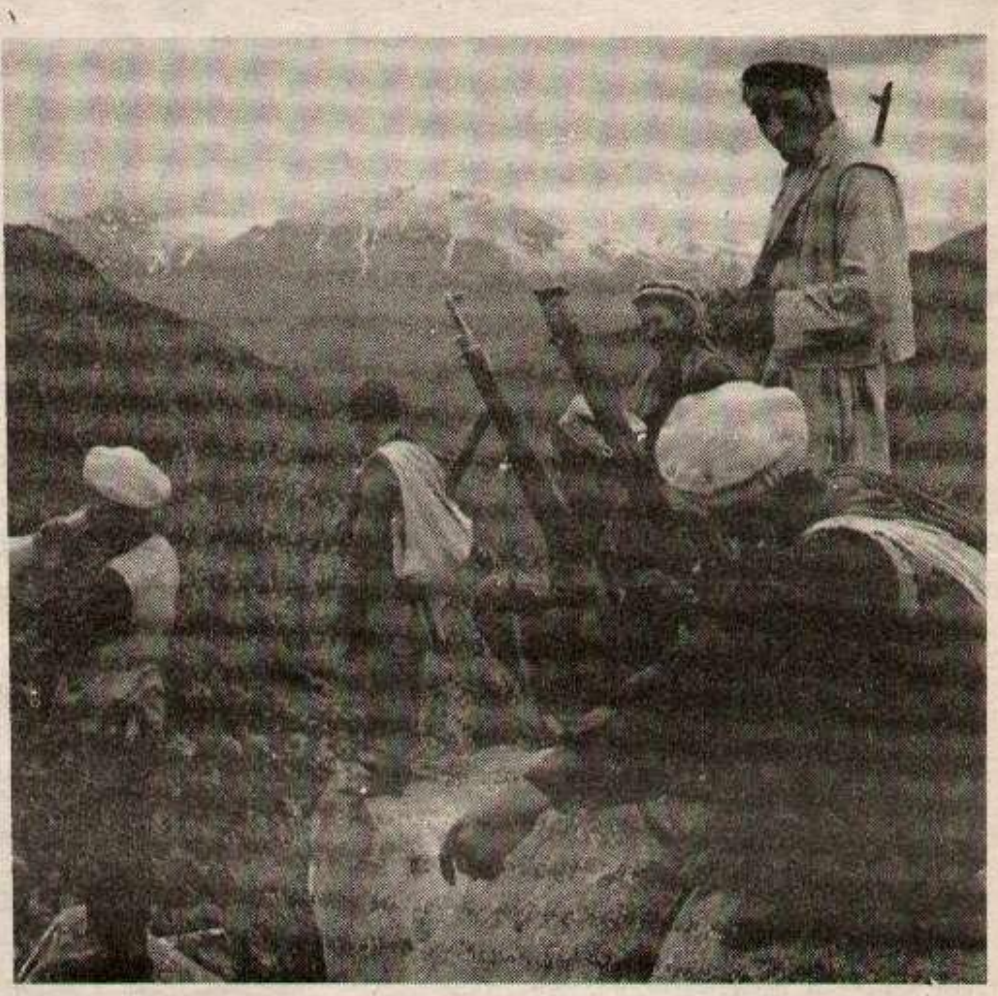
Comme les chômeurs en Occident, les détenus représentent en URSS un avantage économique évident. On sait, par exemple, que c'est dans les camps que sont produites les mascottes des Jeux olympiques de 1980...

COLONIALISME

Dijoud sur FR3

SUITE aux manifestations indépendantistes qui se sont déroulées en Nouvelle-Calédonie dernièrement, Dijoud, secrétaire d'État, a déclaré dans une interview à FR3 : *« L'ordre public sera maintenu en Nouvelle-Calédonie ».*

« Quelles que soient les difficultés, les épreuves, les incertitudes, ce qui a été décidé en Nouvelle-Calédonie sera appliqué » a-t-il ajouté. On sait ce que cela veut dire : répression, matraquage, arrestations. La semaine dernière, plusieurs manifestants ont été brutalisés par la police française et des renforts de police sont sur le point d'arriver.



Afghanistan : une rébellion directement dirigée contre les Soviétiques.

DERNIERE MINUTE :

Taraki serait mort à la suite de la fusillade de vendredi dernier au palais présidentiel.

AFGHANISTAN

Révolution de palais contre la révolte d'un peuple

Il y a une huitaine de jours, la mort d'un Suisse et d'un Canadien voyageant à bord d'un car de touristes se rendant d'Europe en Inde avait ramené l'Afghanistan à la une de l'actualité.

Ce week-end, le coup d'État survenu à Kaboul vient de confirmer que la situation dans ce pays s'est sérieusement détériorée au cours des derniers mois, malgré l'optimisme officiel affiché encore par Taraki la veille de sa chute.

L'INSECURITE sur les routes afghanes est devenue telle que les ambassades occidentales au Pakistan conseillent désormais à leurs ressortissants de les éviter. Elle n'est que le reflet de la transformation en véritable guerre sainte des actions de guerilla des rebelles musulmans. Tout étranger intercepté risque d'être pris pour un citoyen soviétique, ce qui en général équivaut à une condamnation à mort.

LE PAYS ÉCHAPPE DE PLUS EN PLUS AU CONTROLE DE L'ARMÉE

La province de Paktya, grande comme trois départements français et située à la frontière pakistanaise au sud-est de Kaboul, n'est plus contrôlée par l'armée. Selon des témoins étrangers qui en sont revenus récemment, l'armée ne tient plus que trois garnisons : Gardez, Khorst et Urgun. Gardez, dernier bastion avant la capitale qui ne se trouve qu'à 120 km, est protégée par environ six mille soldats encerclés par des milliers de « Moudjaheddines » qui lui font subir d'incessants bombardements.

Dans toute la province, les routes ont été systématiquement coupées. L'armée ne se risque plus qu'en plaine, et encore avec des chars, pour des raids surprise, mais elle se retire aussitôt laissant le terrain aux rebelles. La plupart des villes du Paktya sont soumises à de sauvages bombardements aériens.

Les forces de Libération disposent désormais d'armes et de munitions en quantité suffisante et dans leurs rangs, on voit de nombreux déserteurs de l'armée encore en uniforme. Il semble à peu près certain que les provinces du Nouristan, au nord-est, et de l'Hazaradjat, au centre, connaissent une situation identique à celle du Paktya.

ON SACRIFIE TARAKI

La haine grandissante de tout le peuple afghan à l'égard du régime laissait prévoir depuis quelques mois déjà des changements dans la direction du pays. Pour faire face à la détérioration rapide de la situation, il devenait en effet indispensable de faire quelque chose. C'est là probablement la cause essentielle de la chute de Taraki.

Le dimanche 16 septembre, la télévision annonçait que Hafizullah Amin, premier ministre, devenait chef de l'État et chef du Parti Khalq à la place du président Taraki. Celui-ci fatigué et malade aurait décidé de confier le pouvoir à son premier ministre. Curieuse maladie cependant qui provoquait vendredi une fusillade à l'intérieur du palais et le même jour causait la mort du chef de la police qu'on devait enterrer discrètement dimanche. Par ailleurs, dès samedi, Amin révoquait deux de ses ministres : celui de l'intérieur et celui des affaires frontalières.

En juin dernier, les rebelles musulmans se donnaient pour objectif le renversement de Taraki avant l'hiver, c'est peut-être pour tenter de les amadouer que les autorités ont décidé de le mettre au repos. Les serments d'indéfectible amitié que lui a prodigués Brejnev la semaine dernière lors de son passage à Moscou en rentrant de La Havane ne lui auront pas servi à grand chose. Mais le peuple afghan ne gagne sans doute rien à ce changement, car Amin, le nouvel homme fort, passe pour plus prosoviétique que ne l'était Taraki.

Henri BERTHAULT

L'HUMANITÉ ROUGE — Mercredi 19 septembre 1979

Après la visite de Pham Van Dong au Nicaragua

DANS un communiqué commun publié dimanche, soit deux jours après la visite du premier ministre vietnamien, Pham Van Dong, au Nicaragua, les dirigeants nicaraguayens ont déclaré soutenir la décision de Hanoï de s'opposer *« à l'invasion envisagée par la Chine contre le Laos et aux ingérences des forces réactionnaires dans les affaires intérieures du Kampuchea »*.

Cette formule attaquant la Chine et soutenant l'invasion vietnamienne au Cambodge, est inquiétante, d'autant plus qu'au sommet des non-alignés, le représentant du Nicargua avait soutenu la thèse de Cuba présentant l'URSS comme *« l'alliée naturelle »* du mouvement de non-alignement.

Pourtant, il faut rester prudent et ne pas tirer hâtivement des conclusions qui viseraient à taxer le Nicaragua de *« force pro-soviétique »*.

En effet, les différents groupes qui participent au gouvernement du pays (et, à l'intérieur même de ces groupes, les différentes tendances), n'ont certainement pas le même point de vue sur l'indépendance du Nicaragua face aux deux superpuissances. On peut citer comme exemple les déclarations du ministre de l'intérieur, Tomas Borge, sandiniste, qui, à plusieurs reprises, a tenu à prendre quelques distances avec Moscou ou Cuba :

« Les meilleurs amis du Nicaragua ont été des pays d'Amérique latine, les peuples d'Amérique latine. Nous avons aussi bénéficié de la solidarité des peuples socialistes mais pas au même degré. Cuba a été solidaire de notre révolution non parce que c'est un pays socialiste mais parce que c'est un pays latino-américain. »

Au mois d'août, après le tapage de Cuba sur l'entrainement militaire que Castro aurait accordé à de nombreux mlilitants du Front sandiniste, le même Borge avait tenu à préciser que cet entrainement ne concernait que cinq ou six hommes...

On peut aussi se demander pourquoi le communiqué commun avec Pham Van Dong n'a été rendu public que deux jours après le départ du premier ministre vietnamien. Y aurit-il eu discussions et désaccords au sein du gouvernement nicaraguayen sur son contenu ?

Enfin, on ne peut pas mettre de côté la tragique situation économique de ce pays du tiers monde, saigné à blanc par des années de dictature. Si Moscou propose ses « bons offices » dans ce domaine, les dirigeants du Nicaragua ne seront-ils pas tentés d'accepter, espérant ainsi parer au plus pressé et compenser le manque d'aide de la part d'autres pays comme ceux de l'Europe ?

L'exemple de Cuba a prouvé que c'était une voie dangereuse. Mais l'exemple d'autres pays a aussi prouvé qu'elle n'était pas irréversible.

Claude LIRIA

La visite de Yasser Arafat en Espagne : une avancée de l'OLP

LA visite à Madrid à la fin de la semaine dernière du leader de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), Yasser Arafat, a permis de mettre en lumière l'accord fondamental de tous les partis politiques espagnols sur la question palestinienne. Tout le monde là-bas est en effet convaincu du droit des Palestiniens à disposer d'un territoire national.

L'accueil réservé à Yasser Arafat par le gouvernement espagnol ne constitue donc pas une surprise, pas plus que les entretiens du dirigeant palestinien avec tous les chefs de partis, y compris ceux de l'opposition. Le but de sa visite était bien sûr de faire connaitre dans le détail le point de vue palestinien, mais peut-être plus encore d'inciter le gouvernement de Madrid à agir auprès des autres gouvernements européens pour appuyer les positions palestiniennes.

Le communiqué publié à l'issue de la visite réaffirme que *« l'Espagne continuera son soutien à la juste cause du monde arabe »* et précise en outre : *« La paix désirée au Moyen-Orient ne peut se réaliser que sur la base d'une solution globale, juste et durable reposant sur les principes et résolutions des Nations-Unies et permettant au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux inaliénables »*.

Contrairement à certaines informations publiées récemment, il est peu vraisemblable que l'Espagne, qui n'a jamais eu de relations diplomatiques avec Israël, songe à en établir présentement. Le journal conservateur *ABC* expliquait récemment que l'Espagne n'est plus aujourd'hui dans la même situation que les pays qui ont reconnu l'État d'Israël à sa création. Depuis s'est produit *« l'injuste domination d'Israël sur les territoires arabes »* et en nouant maintenant des relations diplomatiques avec cet État, l'Espagne avaliserait cette spoliation.

HB

Manifestations en Chine

PLUSIEURS manifestations rassemblant un millier de personnes ont eu lieu à Pékin pour réclamer plus de justice, moins de privilèges pour les cadres du Parti et de l'État et une démocratie plus étendue. Voilà qui montre l'existence de problèmes bien réels qui correspondent d'ailleurs aux préoccupations du Parti communiste chinois.

En effet, sur le plan économique, les grandes orientations fixées (les quatre modernisations) ont justement pour objectif d'améliorer le niveau de vie du peuple. Déjà des mesures concrètes ont été prises comme l'augmentation des salaires, l'élévation du prix d'achat des céréales par l'État, la construction de logements... Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire, ce qui explique que des jeunes sans travail ou des paysans très pauvres revendiquent.

De même, sur le plan de la démocratie, l'une des grandes orientations de la cinquième Assemblée populaire en juin a été justement de développer le processus démocratique (nouvelles lois garantissant la liberté d'expression, lutte contre le bureaucratisme et les privilèges des cadres, contre la survivances féodales...).

Là encore, il reste beaucoup à accomplir, comme le disent d'ailleurs eux-mêmes les dirigeants chinois. Sans compter que certains cadres ne sont peut-être pas enclins à abandonner leurs privilèges. Les journaux officiels chinois ont donné des exemples négatifs à ce sujet, comme le cas de certains cadres locaux qui avaient fait arrêter des gens venus se plaindre à Pékin de leur attitude de grand seigneur.

Que la démocratie soit loin d'être parfaite, que des actes arbitraires soient encore commis contre le peuple, c'est une évidence reconnue officiellement. Mais que le Parti communiste chinois et le gouvernement se préoccupent de ces questions, voilà qui apparait nettement à travers les orientations actuelles.

C.L.

DISCOURS

Giscard plaide les sacrifices

Descendu dans l'arène à la rescousse de Barre, il ressasse le même langage

« *On ne peut pas demander plus aux Français* ». Giscard descendait lundi soir du perchoir d'où il scrute habituellement le deuxième millénaire, pour donner — la main sur le cœur — des assurances à tous ceux dont la grogne finit par l'atteindre.

D'ACCORD, confesse le président, nous y sommes allés un peu fort, mais il fallait *« faire tout, tout de suite »*. Pourtant n'allez pas croire que votre pouvoir d'achat va continuer d'être rogné. Les hausses de tarifs publics, la nouvelle ponction sur les cotisations de Sécurité sociale sont les dernières, le gouvernement ne reviendra pas vous en prendre dans les poches. Ce sont, dit le président, des mesures *« pour solde de tout compte »*. D'ailleurs, comment aurait-il pu faire autrement, le gouvernement, avec l'augmentation de la facture pétrolière et la consommation médicale qui augmente au rythme invraisemblable de 21 % l'an. Bref, on retrouve dans le discours présidentiel tous les vieux refrains ressassés par Barre à longueur de mauvais coups.

Justement, parlons-en du premier ministre. Complaisant ou naïf, un journaliste pose au président la question : *« Fallait-il faire confiance à monsieur Barre ? »* Comme si celui-ci n'était pas l'âme damnée de celui-là. Giscard vantera alors *« l'honnêteté au-dessus de tout soupçon »*, le respect qu'il impose à l'étranger, son absence d'*« ambition personnelle »*, son efficacité. *« On nous a accusés et on a d'ailleurs accusé personnellement monsieur Barre de brader la sidérurgie française. Regardez les chiffres du mois d'août. La production d'acier en France a été supérieure à celle du mois d'août de l'année précédente de 15 %. Donc, non seulement la sidérurgie française ne s'est pas affaiblie, mais elle est devenue au contraire plus active et plus compétitive »*. Alors, les esprits chagrins qui évoquent le coût social de l'opération, pensez comme Giscard en a cure.

DIMINUTION DES INÉGALITÉS ?

« Nous sommes dans une période de diminution des inégalités. Les écarts de revenus sont en diminution. La preuve, c'est que vous avez certaines catégories qui s'en préoccupent, et d'ailleurs on les comprend ». Bien entendu c'est l'écart de rémunération entre différentes catégories de salariés qui se réduit et non les fabuleux profits des monopoles. Mais monsieur le Président a tort de penser que les ouvriers ignorent la présence des Dassault, des Michelin, des Empain... et des Giscard derrière — et mille pieds au-dessus —, l'ingénieur, le cadre ou le technicien.

Imperturbable, Giscard donne comme gage de sollicitude à l'égard des travailleurs les plus démunis, le versement d'une prime exceptionnelle de rentrée scolaire plafonnée. En attendant d'en voir la couleur, cette prime rappelle l'histoire de cette dame qui se plaint de ne plus pouvoir joindre les deux bouts et à qui l'on répond : *« Gagnez moins et vous aurez droit à une allocation »* !

Arrivé à ce point du discours, l'hypocrisie présidentielle s'étale sans aucun fard. Il faut, dit-il, « s'attaquer à l'arrogance de l'argent ». En effet, *« dans une société où il y a des sacrifices, il ne faut pas que l'argent soit trop visible »*. Messieurs les capitalistes, enrichissez-vous, goinfrez-vous, mais de la discrétion que diable !

UN REFRAIN ODIEUX ET CONNU

On est las de suivre les développements de la pensée présidentielle tant le refrain est à la fois odieux et connu.

Citons en vrac : la libération-des-prix-qui-n'a-pas-entrainé-de-hausses comme le savent tous les parents qui viennent de procéder aux achats de la rentrée scolaire (les livres en particulier). Le chômage qui s'accroit plus lentement mais dont on ne saurait prévoir l'évolution. Aujourd'hui, on ne se hasarde même plus du côté du pouvoir à promettre le bout du tunnel. Le 3e pacte national pour l'emploi des jeunes qui devrait permettre de corriger en trompe-l'œil les chiffres du chômage. Giscard nous annonce tout de même par allusion des jours difficiles dans les années 1980-1990 pour les travailleurs de l'automobile ou de la téléphonie, compétitivité et profits obligent.

RECHERCHE DU CONSENSUS

Pour clore cette laborieuse plaidoirie en faveur de sa politique, Giscard s'en prend aux syndicats qui *« font du tort en profondeur »* aux travailleurs. En refusant le consensus social, ils effraient le client et à cause d'eux la maison Giscard rate de bonnes affaires. Bref, s'il y a du chômage et des bas-salaires, c'est la faute aux travailleurs qui luttent et à leurs organisations syndicales. Une heure de discours pour en arriver là chapeau, monsieur le Président !

Pierre MARCEAU

IMMIGRES

«Nous avons besoin de tous»

Samedi 22 septembre, lundi 24, 2 rassemblements immigrés

LES comités de résidents des foyers de Champigny et du Plessis-Trévise, des membres du Comité de coordination, le PS 94, le PSU 94, la LCR 94, le PCMI. Champigny, le PCTP (Portugal) et l'UD-CFDT du Val-de-Marne, dans un tract intitulé « *Halte aux expulsions* », dénonçant les lois raciste Barre-Bonnet-Stoléru, les expulsions de résidents hors de leurs foyers et les menaces d'expulsions hors de France. Ils appellent à un rassemblement départemental samedi 22 septembre à partir de 14 h au foyer Sonacotra de Champigny (79, rue du Monument).

Ils appellent également les travailleurs à se rassembler massivement devant la Préfecture de Créteil, le 24 septembre à 14 h en vue d'empêcher que Rachid Kanote, délégué du foyer d'Ivry et membre du Comité de coordination, soit expulsé. Le tract conclut : « *Aujourd'hui où les libertés de tous sont menacées, nous avons besoin de tous : partis politiques, syndicats, associations, Comité de coordination, tous unis pour mettre en échec le pouvoir bourgeois de Giscard-Barre-Bonnet-Stoléru* ».

LES PAYSANS DU LARZAC ET LES PAYSANS-TRAVAILLEURS DE LA SARTHE SERONT AUSSI PRESENTS AU GRAND RASSEMBLEMENT FRANCAIS ET IMMIGRES DU 29 SEPTEMBRE A GARGE-LES-GONESSE

Ceux qui luttent se retrouvent toujours quand leurs intérêts de travailleurs et d'exploités les mettent face au même ennemi.

Comprenant que leurs intérêts et leur lutte est celle de tous les autres travailleurs, français et immigrés, les paysans du Larzac et les paysant-travailleurs de la Sarthe ont pris la juste décision de venir au Rassemblement et de montrer ainsi la vraie unité de lutte des paysans et des ouvriers. Ils expriment aussi leur soutien à la longue et juste lutte des résidents des foyers en grève et à leur Comité de coordination.

Bienvenue aux camarades paysans du Larzac et de la Sarthe.

La commission de presse
de l'organisation du Rassemblement
des travailleurs français et immigrés
du 29 septembre à Garges-lès-Gonesse.

Congrès des mutilés du travail

Non à la fatalité des accidents du travail

Montpellier-correspondant.

DURANT la semaine du 16 septembre s'est tenu le 34e congrès des mutilés du travail à Montpellier. La fédération des mutilés du travail compte 500 000 adhérents et ce ne sont pas moins de 500 délégués de tous les départements qui sont venus définir les orientations et les modalités d'action de la fédération.

C'est en octobre 1921 que les mutilés se sont regroupés en fédération pour défendre leurs droits. Avant, un accident du travail était considéré comme un accident ordinaire, c'est ainsi que des ouvriers accidentés étaient réduits à la misère ou à la mendicité, c'est dire l'importance du travail de la fédération. Jacques Chenu, secrétaire fédéral, après avoir demandé qu'on ne considère pas les accidents du travail comme une fatalité, mais la conséquence des conditions faites aux travailleurs a dressé un constat de la situation des mutilés et handicapés.

« La libéralisation des prix des loyers, la hausse des prix des produits alimentaires de première nécessité, dont plus de 22 % pour le pain, toutes ces hausses pèsent lourdement sur les revenus les plus modestes. A la hausse des prix s'ajoute celle de la Sécurité sociale ; tout cela fait que notre pouvoir d'achat est en régression. Nous demandons la défense du pouvoir d'achat par la revalorisation des rentes et des pensions, la réforme du contentieux de la Sécurité sociale et des conditions plus humaines aux invalides civils par l'attribution d'une pension au moins égale à 80 % du SMIC ».

Il devait aussi souligner que dans la situation actuelle, les faibles dispositions qui existent pour favoriser les handicapés sont pratiquement inapplicables. *« Notre organisation n'est pas un cabinet de contentieux, mais une organisation de lutte pour le droit au travail, à la santé mais aussi à la considération. Aujourd'hui, nous ne pouvons nous contenter de promesses, ce sont des actes que nous exigeons ! ».*

La fédération devait aussi préciser ses positions par rapport aux partis politiques ; *« Nous devons faire entendre la voix de tous les handicapés en toute indépendance par rapport aux partis et à l'égard de quelque gouvernement que ce soit ».* Par ailleurs, elle a manifesté aussi le souci d'unir ses luttes à celles des autres travailleurs : *« Nous sommes conscients de l'ampleur de la tutte, de son enjeu et de la conduite des actions communes avec les signataires syndicalistes ou mutualistes de la plate-forme santé de la Sécurité sociale ».*

Dimanche matin, c'est à plusieurs milliers, rejoints par des travailleurs de la région, qu'ils ont manifesté dans les rues de Montpellier.

Les accidents du travail : non pas une fatalité, mais la conséquence des conditions de travail faites aux travailleurs

GOUVERNEMENT

Projet de budget pour l'Education nationale en 80

Dis, dis moi ton nom ? Austérité !

Le projet de budget 1980 pour l'Éducation nationale est connu. Au fil des ans, il emprunte un profil de plus en plus filiforme.

Quatre dominantes caractérisent ce projet de budget. Les crédits fleurissent pour les centres de formation des apprentis et pour les SES (Sections d'éducation spécialisée) , précipitant les jeunes dans la vie active sans aucun diplôme. L'argument de la dénatalité fait loi pour supprimer des milliers de postes d'enseignants, de personnels non-titulaires et fermer bien entendu des classes. Rien de nouveau à l'horizon pour le actions sociales, comme les bourses par exemple. En revanche l'enseignement privé, grâce à la loi Guermeur, bénéficie de subventions non-négligeables.

LE budget 1979 avait annoncé à cors et à cris l'effort fourni pour le développement de l'enseignement technique, avec la création de 678 postes supplémentaires de professeurs de CET. En fait, il n'y a eu que 383 créations réelles. Dans les 687 prétendues créations, le ministre a compté l'intégration dans l'enseignement public du personnel des centres d'apprentissage du trust Sacilor-Sollac !

Il avait accepté également une rallonge de subventions pour l'équipement, mais au début du mois d'août, un arrêté du ministre du budget annulait ces 187 millions de francs pour les reporter sur le pacte national ! Le budget 1980 suit les traces de son aîné.

Dans les crédits affectés à l'action sociale, une aide sere versée aux maîtres d'apprentissage. Déjà, ils étaient exonérés à 100 % des charges sociales de leurs apprentis ; ils leur versaient des pourboires dérisoires (de 25 à 75 % du SMIC) en guise de salaire mais en plus, ils seront aidés par l'État.

Finalement, le projet de budget 1980 prévoit également une distribution des crédits de fonctionnement aux centres d'apprentissage. Il est certain qu'avec toutes ces mesures, les vœux de Beullac seront exaucés : faire passer le nombre des apprentis de 210 000 à 225 000.

Si l'Éducation nationale prévoit une petite baisse du nombre d'enfants en maternelle, une baisse plus importante en primaire et 12 000 élèves en moins en collège, elle compte plus de 7 000 élèves en SES pour 80 sections bénéficieraient alors de 145 postes supplémentaires d'enseignants.

Les SES sont des classes, des places de parking (troisième sous-sol), où les enfants *« mal adaptés au système scolaire »*, étiquetés *« caractériels »* et même parfois *« débiles légers »* suivent un enseignement technique très allégé.

La dernière année de SES est bien en-deçà du niveau d'un CAP. Les cours sont répartis en enseignement général et technique comprenant des stages pratiques (formation en alternance avant l'heure) chez des patrons. Les élèves font des stages d'une semaine à un mois et demi quelquefois chez des patrons dans leur spécialité. Bien entendu, ils travaillent entre 30 heures et 35 heures dans ces stages et ne sont absolument pas payés. C'est au patron de décider d'un pourboire à donner si *« son élève mérite une récompense »*. Quand ces jeunes sortent de l'école, ils n'ont rien, pas de CAP, pas de certificat d'étude. Avec le développement de l'apprentissage et des SES, il ressort donc que le budget 1980 favorise l'enseignement technique déqualifié, avec une pénétration importante des entreprises dans la vie scolaire. En revanche, rien ne figure au programme pour le développement de l'enseignement technique qualifié (même petitement), pour les LEP/CET par exemple.

GRAND NETTOYAGE DANS LE SUPERFLU

Rien de bon, non plus, pour les enseignants. La part du budget de l'Éducation nationale par rapport au budget global chute. En 1979, elle représentait 17,6 pour cent du budget. En 1980, elle ne représentera plus que 16,95 %.

La plus grand part du budget est d'ailleurs absorbée par les dépenses en personnels. Et pourtant tout est fait pour limiter l'augmentation de salaire. Lisons Barre à ce sujet : *« L'action menée depuis septembre 1976 pour freiner la progression des salaires et des revenus doit être poursuivie avec une vigilance accrue (...) Aussi est-il recommandé aux entreprises d'accorder en priorité les augmentations du pouvoir d'achat aux agents les plus défavorisés et de freiner en contrepartie l'évolution des rémunérations les plus élevées ».* (*)

Si la seule ambition du budget 1980 est de payer ceux qui sont en place, heureusement pour eux, on peut se douter de sa politique en matière de création de postes et des moyens qu'il mettra en œuvre pour *« éliminer le surplus »*. Ceci s'appelle *« les moyens nouveaux mis en place »*, avec dès cette rentrée, 486 suppressions de postes en établissements de formation, celle de 1 200 postes de surveillants d'externat et à la rentrée 1980, la suppression de 400 postes dans les écoles, de 270 emplois de personnel administratif et de service, de 2 940 postes de personnels en formation, et de 1 000 surveillants d'externat, avec l'éviction certaine d'une grande partie des maîtres-auxiliaires.

Et que dit le budget des améliorations sociales ?

Le sort des bourses est vite réglé. Une restriction sévère s'opérera dans le premier cycle pour l'attribution des bourses, l'argument massue étant la gratuité des manuels de la 6e à la 3e pour être répartie en CET et dans le second cycle. On demande à voir. Rien non plus n'est prévu pour soulager les familles du coût des transports scolaires. En revanche, l'enseignement privé qui bénéficiait de plus de 21 % de subventions, en 1979, sous la pression de la loi Guermeur, se voit attribuer, pour 1980, 20 milliards de francs!

(*) Extraits de la lettre de Barre aux secrétaires d'État, datée du 22 décembre 1978.

Nathalie VILLOTIERS

AOIP : le PDG sous bonne garde

A L'APPEL de la CGT et de la CFDT, et après une assemblée générale qui en avait décidé le principe, les travailleurs de l'AOIP-région parisienne maintiennent sous bonne garde, depuis le lundi 17 au matin, le PDG et le directeur général de l'AOIP au siège, rue Charles Fourier à Paris (13e). Ils veulent obtenir des informations sur l'avenir de l'AOIP.

SURETE DE L'ETAT

Ouvert lundi, le procès des militants du FLB va durer plus d'un mois

Vingt-cinq inculpés officiels dont deux sont en fuite, cinquante attentats à décortiquer, probablement plus de cent témoins. Le procès va durer : on parlait de quinze jours et c'est parti pour un mois et demi. Mais un procès qui dure peut cependant n'être qu'un procès expéditif.

LA plupart des inculpés qui paraissent aujourd'hui devant la cour de Sûreté de l'Etat sont en détention préventive depuis quinze mois déjà. La justice a pris tout son temps pour peaufiner son scénario et il était bien commode d'avoir sous la main ces prévenus qui, pourtant, jusqu'à leur jugement, devraient être considérés légalement comme innocents. Pourtant, la liberté provisoire a été refusée à la plupart d'entre eux. On a tout fait pour les briser et entraver leur défense.

Enfermés dans quatre prisons différentes (à la Courtille, à la Santé, à Fleury-Mérogis et à Fresnes), on ne leur a jamais permis de se rassembler pour une défense collective. Imaginez la navette incessante des avocats...

Tout s'est passé comme si le statut de détenu politique n'existait plus dans ce pays. Inculpés pour la plupart « d'association de malfaiteurs », on les a traités comme tels : visites limitées par une administration tatillonne, courrier surveillé, discussions quasi-interdites. Il faut noter que c'est la première fois que cette qualification de « malfaiteurs » intervient dans un tel procès. Comme s'ils n'étaient que de vulgaires truands. On voit pourtant mal dans ce cas ce que viendrait y faire la cour de Sûreté de l'Etat... Il y a là un glissement de terme qui vise à les discréditer par tous les moyens, même les plus bas. Tous les coups sont permis.

AMALGAME

Quatorze inculpés détenus, neuf en liberté provisoire. Deux inculpés ne seront pas dans le box des accusés : Ange Peresse et Yann Fouéré. L'un vit en Allemagne et l'autre en Irlande. Ils sont les derniers débris ou plutôt les plus « utilisables » d'un mouvement nationaliste breton qui a, durant la dernière guerre, collaboré avec les nazis.

Peresse était instructeur militaire de la « *Bezemm Perrot* » qui faisait en 1945 le coup de feu contre le maquis (l'armée allemande leur avait prêté des uniformes).

Quant à Fouéré, après avoir passé la guerre à la tête d'un journal collabo, il s'est spécialisé dans la propagande écrite pour les crétineries les plus réactionnaires. Une bonne partie de sa littérature est d'ailleurs consacrée à justifier une certaine période de sa vie.

La presse et la radio ont fait leurs choux gras de ces deux inculpations. Comme si on voulait nous aiguiller sur une piste : « *Le FLB, tous des collabos, tous des nazis* ». L'amalgame en somme.

De telles inculpations, ça ne coûte pas cher et c'est bien utile ! En plus de « malfaiteurs », on juge des « nazis » !

Pas besoin d'être grand clerc pour prédire que la cour de Sûreté de l'Etat va exploiter à fond ces deux filières.

AUTRES

Derrière les grosses ficelles de l'intox, il faut voir ce qu'est la réalité des inculpés d'aujourd'hui. Auteurs d'une cinquantaine d'attentats — mais tous n'en ont pas commis ! — ils sont pour la plupart des gens plutôt de « gauche ».

C'est incontestablement le cas pour les militants qui s'étaient regroupés dans le groupe FLB du Finistère.

Employés, artisans, ouvriers, commerçants, techniciens, etc. A parcourir la liste entière des inculpés, on s'aperçoit tout de suite qu'il ne s'agit nullement de desesperados marginaux et sans insertion sociale. La plupart militent dans des syndicats, des associations, des groupes culturels. Pour n'en citer qu'un, citons Bernard Le Fouef : ouvrier à Ericsson-Brest, militant CGT et délégué de son syndicat.

Durant la lutte d'Ericsson, au printemps dernier, tout le monde s'est dit « *qu'il manquait dans l'organisation de cette grève* ». Nous pourrions citer bien d'autres exemples dans ce sens, tels Guy Stephan ou Michel Herjean. Michel est malade, il suivait un traitement antidiabétique. Depuis son arrestation, tout soin sérieux lui a été refusé, de même que l'hospitalisation en CHU qu'il réclamait !

On l'a maintenu en prison. Qu'importe si sa santé se dégrade, qu'importe si sa vie même est en péril. Ah ! Parlez-nous de l'« humanisation » des prisons !

ATTENTATS

Au cours du procès qui commence, il sera question d'une cinquantaine d'attentats, tous commis de 1975 à juin 1978, date à laquelle tous les accusés ont été arrêtés lors d'une rafle qui faisait suite à l'attentat contre le château de Versailles (et qui s'appuyait sur la réprobation qu'il avait soulevée pour frapper un grand coup).

Il ne sera pas question de Versailles cette fois. Un procès a été spécialement consacré en 1978 à en juger à chaud. Peyrefitte en avait décidé : il n'y avait pas de raison d'attendre. La dissociation de cette affaire — outre un déferlement de cocoricos sonores — avait permis de condamner à des peines sans proportion avec celles qui avaient été appliquées jusqu'alors : quinze ans de prison ferme pour Chenevière et Montauzier.

Cette fois, il sera question d'attentats contre le relai télé de Pré-en-Pail, contre des perceptions, contre des centres EDF, contre une gendarmerie, contre l'ordinateur et le centre administratifs de la Shell (liée à la catastrophe, on s'en souvient, de l'Amoco-Cadiz). Le précédent procès a servi en quelque sorte d'entrée en matière à celui-ci. Au vu des peines prononcées, on peut augurer l'objectif que s'est fixé la cour de Sûreté de l'Etat. Pas de cadeaux, le maximum.

Yannick DAGORN.

La compétence de la cour contestée dès l'ouverture

Cela devient habitude : toute séance d'ouverture d'un procès devant la Cour de sûreté de l'Etat est presque obligatoirement consacrée par les avocats à contester la compétence de cette juridiction.

Intervention nécessaire : il ne s'agit pas d'une entrée en matière en forme de ritournelle. Comment accepter d'emblée en effet que les militants politiques soient jugés par des magistrats militaires et en vertu de lois qui s'accommodent à l'évidence de pressions directes du pouvoir politique en place.

Comment accepter aussi que l'instruction soit ce quelle est : on applique dans ces affaires une garde à vue de six jours, durant laquelle la police judiciaire a carte blanche pour des interrogatoires « poussés » sur des hommes coupés de tout contact extérieur et privés de toute défense.

Une autre conclusion ressort de cette séance d'ouverture : les accusés semblent divisés sur le système de défense à adopter. Alors que certains semblent décidés à une défense « politique », d'autres, au contraire, — et leurs avocats — semblent la refuser.

Pontivy : rassemblement contre la répression

Les comités bretons antirépression (COBAR) avaient fixé rendez-vous samedi et dimanche derniers à tous ceux qui protestent contre le procès d'exception engagé contre le FLB. Plusieurs milliers de personnes (4 000 à 5 000) ont convergé vers Pontivy pour le grand Fest-noz de samedi et pour la fête de dimanche après-midi.

De nombreux chanteurs des groupes bretons se sont produits à cette occasion gratuitement en soutien aux prisonniers : Glenmor, Katell, Avel Mevez, Ewen, Gwernig, etc.

Ce vaste rassemblement a aussi été le cadre de nombreuses interventions contre la répression : notre parti est intervenu à la tribune parmi bien d'autres ; il était aussi présent par un stand.

PAYS BASQUE

ASKI !

(Assez !)

La manifestation convoquée samedi 15 septembre à Biarritz pour protester contre les attentats fascistes dont sont victimes les réfugiés basques a été empêchée par un déploiement de CRS qui effectuaient un véritable quadrillage de la ville.

Correspondant Pays-Basque

PROCES de Xan, de Goikoetxa, d'Apaola, de Mendiguren et de tant d'autres... Interdiction de séjour dans les neuf départements de l'Aquitaine, y compris les départements frontaliers, comme pour les quinze assignés à résidence à Valensole en Provence, ou Sagazazu, Ramon, Etxabe et tant d'autres...

Remise entre les mains de la police espagnole par la police française de Vicente Aldalur Laranaga...

Assassinats fascistes contre les réfugiés politiques basques en Ipar Euskadi*, contre Arregui Argurtzane, tuée à la mitraillette le 2 juillet 1978 à St-Jean-de Luz, José Miguel Benaran, déchiqueté par une bombe le 21 décembre 1978 à Anglet, José Manuel Pagoaga grièvement blessé par un fusil de chasse le 13 janvier 1979, Iurbe Domingo, blessé par une arme à feu le 4 mai 1979 à Biarritz, Larranaga Peru, tué le 11 mai 1979 à Hendaye, Enrique Gomez Alvarez tué par plusieurs coups de feu le 25 juin 1979 à Bayonne, Juan Lopategui Carasco, tué à Anglet à coups de revolver le 2 août 1979 et Justo Elizaran Sarasola qui, grièvement blessé de sept balles de 9 mm le 13 septembre 1979 à Biarritz, se trouve dans un état désespéré...

Tentatives d'enlèvement sur Miren Ani et sur Hernandez que l'on n'a jamais retrouvé.

Attentats à la bombe sur des entreprises employant des réfugiés politiques le 27 juin 1979 à l'entreprise Zuhara à St-Jean-de-Luz, et à l'entreprise Aturri à Biarritz.

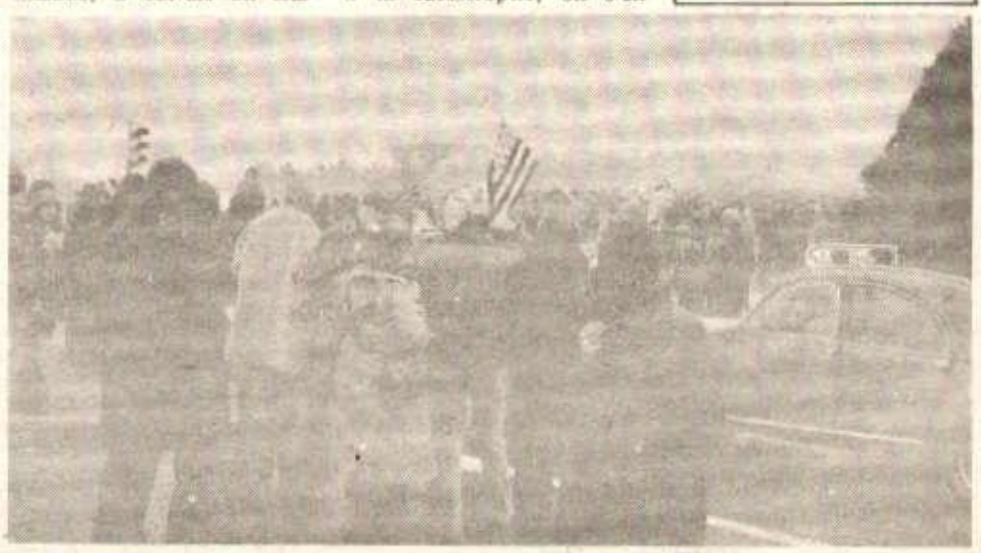
Suppression du match de football Nantes-San Sebastien, match organisé en faveur des Ikastola* pour qui le bénéfice de ce match était d'un besoin vital...

Répression immédiate des forces de police pour réprimer toute manifestation en faveur des réfugiés ou pour apporter un soutien aux Ikastola... A noter d'ailleurs que l'on se croirait ici en temps d'occupation allemande de la dernière guerre où la SS aurait été remplacée par la CRS qui patrouillent le long du littoral basque non pour arrêter les criminels fascistes, mais au contraire, pour arrêter les réfugiés politiques, réprimer toutes manifestations en faveur de ceux-ci, en tirant à tir tendu comme si ce n'était pas leur habitude... Le maire de Biarritz prend même des arrêtés pour interdire les manifestations dans sa ville. Il est vrai qu'il vaut mieux qu'on assassine dans sa ville plutôt que de voir une manifestation troubler les aristocrates du café « Royaly » ou du « Plaza » en train de siroter à la terrasse... ou de gêner sa clientèle bourgeoise de septembre des palaces et hôtels de luxe du Palais, Miramar, Victoria Surf, Président, etc.

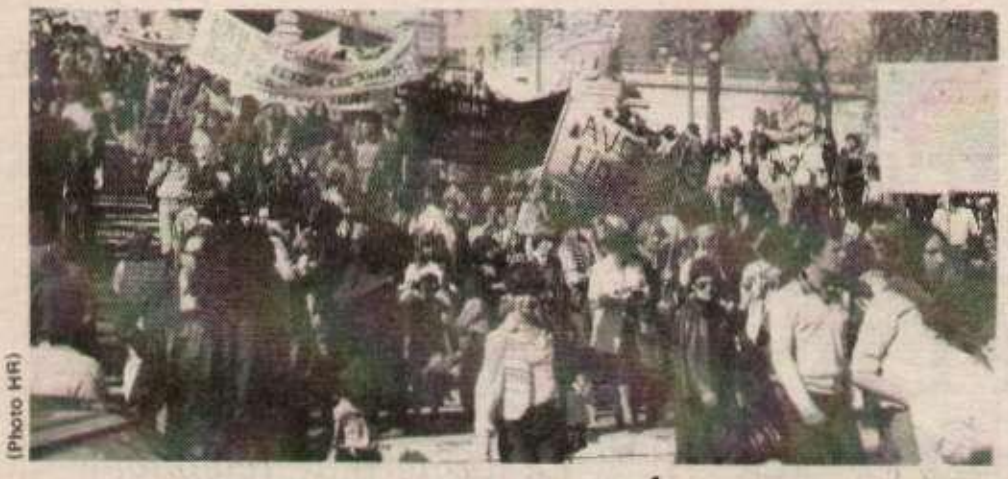
Nous exigeons le rétablissement du Statut de réfugiés pour les Basques, la protection efficace de la police pour ceux-ci (la police assure bien la sécurité du consul d'Espagne), *l'arrestation des assassins fascistes* (aucun n'ayant jamais été retrouvé), *l'aide nécessaire pour que vivent les Ikastola, le retour des expulsés dans leur pays, le droit de travailler et vivre au pays, le droit le plus élémentaire de manifester librement notre mécontentement.*

*Ipar Euskadi (Pays Basque Nord).

* Ikastola (école basque).



Au moment de la marée noire, manifestation à Brest. Le drapeau breton, un symbole le plus souvent anticapitaliste.



(Photo HR)

Marseille : Manifestation « pour l'avortement libre et gratuit ».

TELEVISION

TF1 - 19 septembre : «Avortement une loi en sursis»

Le combat d'arrière-garde des opposants à loi Veil

LA session parlementaire s'ouvre dans une quinzaine de jours. L'un des principaux sujets qu'aborderont les députés sera la rediscussion de la loi Veil sur l'avortement et la contraception votée en 1975 pour cinq ans et qui arrive à échéance.

La loi de 1921 faisait de l'avortement un crime réprimé par la loi. La proposition de Simone Veil autorisait des interruptions volontaires de grossesse (IVG) légales par l'ouverture de centres dans les hôpitaux. Malgré les nombreuses limitations de la loi (en particulier la clause de conscience des médecins qui a empêché l'ouverture de centres dans des régions entières, et le non-remboursement de l'intervention), ce fut pour les femmes un pas considérable dans leur droit à maitriser les naissances et à disposer de leur corps. Un droit pour lequel elles avaient lutté depuis des années.

On comprend donc l'importance du débat parlementaire de l'automne.

TF1 apporte, ce mercredi 19 à 22 heures, sa contribution à la lutte des femmes pour le maintien et l'amélioration de la loi Veil, en programmant une enquête sur le bilan de la loi. Le reportage de Holda Fonteyne et Francis Warin, *« L'avortement : une loi en sursis »* ne manque pas d'intérêt. Partant du désir de ne pas tomber dans le piège de l'extrémisme, les enquêteurs donnent la parole aux deux parties : les femmes qui luttent pour le droit à la contraception et à l'avortement (planning familial et MLAC), les infirmières qui se battent elles aussi pour l'ouverture de centres d'IVG d'un côté, et de l'autre, médecins et représentants d'associations *Laissez les vivre* qui défendent un point de vue conservateur.

La confrontation est parlante et permet de mettre en avant avec beaucoup de force les contradictions de ceux qui refusent la contraception et prétendent défendre la vie : que ce soit ces médecins du sud de la France qui refusent d'ouvrir des centres mais accompagnent leurs filles ou femmes dans les rares centres qui ont pu s'ouvrir, ou ces femmes qui se déclarent opposées — pour des questions de religion — à toute contraception et à l'avortement, mais qui a la cinquième naissance prennent des mesures radicales : ligature des trompes !

Se plaçant plus sur le terrain de la lutte idéologique que sur un bilan chiffré, cette enquête frappe au point sensible : car c'est bien l'aspect culturel qui est déterminant, principes religieux et idéologie bourgeoise qui vont souvent de pair.

Sans compter que le problème de la contraception est étroitement lié à une certaine idée de la femme : femme mère, contre celle qui revendique une autre fonction sociale (sans rejeter pour autant la maternité).

Par leur enquête, Holda Fonteyne et Francis Warin témoignent qu'il n'est plus possible aujourd'hui de revenir en arrière, sans revenir au siècle dernier. C'est une émission à mettre au compte des bons moments de TF1.

Claire MASSON

POLICE

Plusieurs centaines d'habitants d'une cité HLM contre une arrestation

UN groupe de policiers assaillis à coups de bouteilles vides et de pavés par plusieurs centaines d'habitants d'une cité HLM. La scène se déroulait samedi dernier au quartier de la Grappinière à Vaulx-en-Velin dans le département du Rhône. Après une heure d'affrontement, les flics partaient sans demander leur reste. Cinq d'entre eux étaient blessés et cinq véhicules de police sérieusement endommagés. A l'origine de cette bataille rangée, le fait que les policiers procédaient à l'arrestation d'un jeune délinquant habitant la cité, celui-ci s'était ouvert les veines avant de tomber entre leurs mains.

Mais la clef de l'histoire se trouve ailleurs. Le quartier de la Grappinière, dont les habitants sont en grand nombre des Maghrébins, est une des cibles de la police : vérifications d'identité, rondes incessantes, brutalités à l'égard des jeunes qui sont traités comme autant de suspects. Et faut-il le dire en toile de fond, le racisme...

L'oppression et la répression dont sont victimes ces travailleurs, l'explosion de colère de samedi en donne la mesure. Une mesure arrivée à son comble...

Préparez vos cartables

LA rentrée cette année n'aura pas attendu l'automne : gouvernement, partis politiques, et... policiers n'ont pas respecté la trêve du mois d'août. Sidérurgie-licenciements, occupation-évacuation policière, hausse des prix-protestations, la ronde infernale du capitalisme ne s'est pas arrêtée, de sorte que les données de notre lutte restent les mêmes.

Ce que nous analysions dans *Prolétariat* No 20, paru début juillet, n'a fait que se préciser. Oui, l'emploi reste la question numéro un de la classe ouvrière ; oui, le chômage s'aggrave à la campagne ; oui, il faut faire payer aux maîtres de forge la crise de la sidérurgie ! S'il est une certitude que nous partageons tous depuis le IIIe Congrès de notre Parti, c'est bien que ces problèmes sont nos problèmes, qu'il ne suffit pas de compter les coups sur la touche, mais bien d'être au cœur des batailles et d'y proposer des objectifs précis. Pour proposer, il faut connaître, enquêter, analyser. Nos rédacteurs se sont attelés à cette tâche. Voilà qui doit intéresser militants et sympathisants pour partir du bon pied pour la rentrée.

A noter aussi l'important éditorial de Camille Granot qui définit notre attitude vis-à-vis de la ligne politique issue du XXIIIe Congrès du PCF.

Comme les écoliers, prenez votre cartable ! Mettez-y *Prolétariat* et faites le tour des sympathisants !

Prolétariat No 20 : « Temps de crise... temps d'unité ». L'exemplaire 15 F. Abonnement un an 52 F de soutien 80 F.

PRESSE

Un article intéressant dans «Le Monde diplomatique»

Cette neutralité promise par et pour le Vietnam

LES bons articles, concernant la situation dans le Sud-Est asiatique ne sont pas fréquents dans la grande presse. *Le Monde diplomatique* de septembre vient d'en publier un sous la plume de l'historien Nguyen Xuan Tho avec pour titre celui que nous plaçons au-dessus de ces quelques lignes.

Que nous ayons sans doute des points de vue différents sur divers problèmes, y compris sur l'histoire, avec cet auteur, est probable. Mais sans doute est-ce une raison supplémentaire pour nous réjouir de la haute qualité de son argumentation et des références et citations historiques qu'il livre aux lecteurs de ce mensuel de portée internationale. C'est un texte d'une haute tenue à tous égards.

Ce qu'il révèle des rapports anciens de la Chine et du Vietnam, ce qu'il rappelle des textes officiels résultant de différentes conférences relatives à la guerre du Vietnam comme aux guerres du Laos et du Cambodge (Conférence des peuples indochinois réunie à Canton les 24 et 25 avril 1970 — Accords de Paris sur le Vietnam de 1973), ce qu'il relate de la violation de ces accords par le Nord-Vietnam aux dépens du Front national de libération du Sud-Vietnam, ce qu'il expose de l'abandon du testament du président Ho Chi Minh par les actuels détenteurs du pouvoir à Hanoï, ce qu'il souligne des responsabilités évidentes des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe, enfin les références qu'il retient des souvenirs d'entretiens diplomatiques de l'ambassadeur de France en Chine, Etienne Manac'h tant avec le premier ministre Zhou Enlai qu'avec Pham Van Dong (démontrant avec éclat la fourberie de ce dernier comme la clairvoyance du premier), tous ces éléments contribuent à assurer la solidité remarquable d'un point de vue fort précieux et jusqu'ici quasiment introuvable, nous l'avons dit, dans la grande presse. Au surplus, tout ce que nous apprend cet article présente un intérêt renforcé par les informations diffusées actuellement dans notre pays sur la reprise éventuelle d'une guerre entre la Chine et le Vietnam.

JJ

LIVRE

Foire du Livre à Moscou

Entrée limitée

LA foire du livre qui doit se tenir tous les deux ans à Moscou depuis 1977, vient de se terminer. Etaient présentes 1 800 maisons d'édition de 75 pays. Les Russes y voient une application des accords d'Helsinki sur la détente et la libre circulation des idées et des hommes.

En fait, il était assez difficile de circuler dans la foire, surtout pour les visiteurs russes. S'ils ne disposaient pas d'amis à l'intérieur de la foire, qui les aient préalablement munis de badges bleus et blancs, ils ne pouvaient passer à travers les différents barrages surveillés en permanence par la milice.

D'autres arrivaient à 10 h du matin pour ne pénétrer que vers 15 h dans le temple du livre. Ils n'étaient pas au bout de leurs peines, ils devaient encore prendre leur tour au bout des longues files qui se formaient devant les stands les plus prisés comme les stands anglais, américains et français. Et comme par hasard, des gens de l'exposition s'obstinaient à dresser, tables, chaises, ficelles autour du stand pour ne laisser qu'un étroit passage. Dès que les responsables du stand Gallimard quittaient leur emplacement, les barrages se dressaient. Aucun obstacle devant les stands des pays de l'Est beaucoup moins recherchés. Une chose était frappante, l'avidité du public soviétique pour la lecture : certains recopiaient des pages entières à la main.

Des livres avaient été confisquées par les douaniers ainsi, un exemplaire de la collection *10/18* et un *Bulletin critique du livre français »* où apparaissait le nom de Boukovski et un résumé de l'ouvrage sur *« Les syndicats libres en URSS »* édités par *Maspero*. Ce dernier éditeur n'a jamais reçu de réponse à ses demandes de location de stand et n'a donc pas pu faire partie de l'exposition. Il faut savoir que les exposants devaient remettre à l'avance la liste des livres avec un résumé afin *« d'éviter les traductions et les ouvrages qui, par leur contenu et leur présentation, sont en contradiction avec la législation soviétique ou même tout simplement pourraient outrager la morale publique en URSS »*. Déjà les Américains ont parlé de réenvisager leur participation à la prochaine foire de Moscou.

A en juger par les stands interdits et par les obstacles mis aux visiteurs, les autorités soviétiques doivent considérer le peuple comme bien peu sûr !

L.C.

L'HUMANITÉ ROUGE — Mercredi 19 septembre 1979

ECHOS *des entreprises et quartiers*

(Photo HR)

La loi d'orientation « en faveur » des handicapés leur refuse les droits élémentaires auxquels a droit tout travailleur.

6 militants du Centre d'aide par le travail au tribunal de Besançon

Le vendredi 28 septembre à 14h30

Extraits d'un tract CFDT

LES faits : en février 1977, le Centre d'aide par le travail (CAT) de la rue Ampère ferme ses portes. Les raisons en sont autant politiques qu'économiques. Une gestion désastreuse, des comptes mal tenus ou inexistants. Mais aussi une volonté des pouvoirs publics de faire disparaître un établissement où des handicapés avaient obtenu le SMIC, le droit de se syndiquer.

Ce sont pourtant des droits élémentaires pour tout travailleur. Mais la loi d'orientation que certains osent appeler « en faveur » des handicapés prévoit un statut bien différent de cela :

— 70 % du SMIC au maximum pour les handicapés en CAT ;

— 90 % du SMIC au maximum pour les handicapés en Atelier protégé ;

— Pas de droit syndical ;

— Un très faible encadrement.

Les travailleurs du CAT, avec la CFDT, ont décidé de se défendre et de refuser la fermeture du CAT, pour assurer un emploi et un salaire au personnel handicapé et encadrement.

Quelle justice va les juger ?

Nous nous interrogeons sur cette justice qui inculpe six travailleurs parmi ceux qui ont décidé de refuser d'être à la rue, qui se sont battus en « état de légitime défense » alors que les responsables de la faillite du CAT n'ont jamais été inquiétés.

L'Union locale CFDT a revendiqué la mise à l'abri d'un fichier clients très convoité par les industriels de la place, car à la fermeture du CAT, il y avait encore un milliard de centimes de commandes. Ce fichier est intact.

PETITE HISTOIRE DU CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL

Créé en 1968, usine de meubles et centre d'hébergement pour une partie de son personnel, situé dans la zone industrielle de Trépillot, entre la voie de chemin de fer et d'autres entreprises, loin de toute activité sociale et de toute rencontre humaine, le centre a connu de nombreuses vicissitudes au cours de son existence et pendant sa période de fermeture. (...)

En 1975, las d'être mis à l'écart, handicapés et valides de l'établissement s'engagent dans la lutte syndicale (...) qui se concrétisera par deux grèves aboutissant chez nous à la reconnaissance du droit syndical et le SMIC pour les handicapés.

En 1977, après de longs mois de crise, de tensions, le centre ferme ses portes le 24 février 1977. (...) L'action syndicale a permis dans une certaine mesure de faire connaitre la mise à la rue de 270 travailleurs handicapés et valides, mais il semble que l'affaire génait tant de monde qu'on s'est bien arrangé pour l'étouffer au maximum. (...)

Les attaques policières, les graves, se sont déroulé depuis 1977 où trois syndicalistes ont été inculpés, de même que trois autres en 1978. Nous sommes accusés de recel de sommes d'argent provenant de ventes sauvages et d'avoir frauduleusement soustrait le fichier client du centre d'aide par le travail.

CHANTIER NUCLEAIRE EURODIF

Le patron de l'entreprise Fresmont amené à négocier

MERCREDI et jeudi, Eurodif a encore été bloqué par les grévistes de Frémont y compris les travailleurs d'Eurodif -production, c'est-à-dire la maintenance de l'entreprise. Au total, les travailleurs de toutes les entreprises étaient dehors ce jour-là. Mercredi, la police est intervenue. Elle a embarqué plusieurs grévistes. Cinq d'entre eux sont assignés devant un tribunal. Mercredi soir, le patron de Frémont, devant la détermination des grévistes, a accepté d'ouvrir des négociations. Ces négociations se sont poursuivies vendredi à partir de 9 heures du matin. A cette occasion, les grévistes de Frémont ont ouvert les portes aux travailleurs des autres entreprises qui ont pu travailler le vendredi de manière à ce qu'ils puissent bénéficier comme la semaine précédente des déplacements du samedi et du dimanche.

Par ailleurs, une grève perlée a été entamée vendredi à la société Socaltra à l'usine EDF proche du chantier Eurodif.

Communiqué de «Radio aventure»

LES autorités, le pouvoir judiciaire, les brouilleurs de TDF n'ont jamais aimé *Radio-Aventure*. Emettant sur la région de Bondy (93) depuis février 1977, tous les vendredis à 20 h 30, Radio-Aventure a su conquérir un auditoire et faire entendre la voix de tous les exclus des ondes officielles.

Après des tentatives de brouillage, *Radio-Aventure* a subi plusieurs raids de la police des communications radio-électriques dont les fins limiers se sont égarés dans la gadoue des collines de Bondy. Dépitée par ses échecs goniométriques, la police dut se contenter d'une perquisition au domicile de M. Felhendler Daniel où, à défaut d'émetteur, elle saisit tout ce qui lui tomba sous la main.

M. Felhendler Daniel fut ensuite, ainsi que M. Tournier Michel, inculpé pour avoir participé aux enregistrements de *Radio-Aventure*.

Les débats risquent d'être animés le jeudi 20 septembre à 13 h 30 à la 15e chambre du tribunal correctionnel de Bobigny (93), Avenue Paul Vaillant-Couturier, bâtiment K, salle d'audience No 3 où ils passent en jugement et vous invitent à venir nombreux les soutenir.

Radio-Aventure émettra le mercredi 19 septembre à 19 h en même temps que les radios libres de Paris et de sa région. Ce seront les radios suivantes : *Radio Onze débrouille, Radio Noctiluque, Radio Satellite, Radio Verte, Radio Massi-Pal, Si on émettait, BBX-Radio*, etc.

Adressez votre soutien financier à M. Felhendler Daniel - CCP La Source 34 334 77 F. Mettre au verso « pour la radio ».

Kodak : liquidation de 2 500 emplois dans les 10 ans à venir !

LE plan de restructuration au niveau européen du groupe Kodak (120 000 personnes dans le monde, dont 74 000 aux USA, chiffre d'affaires en augmentation de 40 % et bénéfices de 13 % en 1978 !) se traduirait en France par la liquidation de l'usine de Vincennes d'ici 1990 et la suppression de 2 000 emplois.

La direction, tout en déclarant qu'il n'y a pas de programme de licenciements, refuse de s'engager à ne pas licencier. Autant dire que l'inquiétude des travailleurs est grande, car :

— C'est l'incertitude quant à l'avenir puisque, malgré les départs en retraite de 1 000 personnes, 1 000 personnes risquent d'être en surnombre d'ici la fin du plan ;

— C'est être confronté à des reconversions, mutations, plus ou moins autoritaires, y compris dans les établissements de province (c'est ce que le patronat appelle la mobilité de la main-d'œuvre), ainsi qu'à des licenciements.

D'autre part, il a été annoncé en CE que l'usine de Sevran comptait 500 à 600 emplois « en trop » ; que la généralisation de l'informatique amènera une diminution de 30 % des effectifs du siège social. Quant à l'usine de Châlon, le but étant de construire des ateliers super-automatisés, il n'y aura que 400 à 500 emplois disponibles.

2 000 emplois supprimés à Vincennes, c'est 2 000 chômeurs de plus dans le Val de Marne qui en compte déjà 40 000 !

Alors que Kodak a les moyens financiers, non seulement de maintenir les emplois à Vincennes, mais encore de contribuer à créer des emplois nouveaux.

C'est pourquoi la CFDT, avec les travailleurs, refuse le plan de restructuration de la direction ainsi que les multiples conséquences sociales qui en découlent, notamment la disparition de 2 000 emplois.

C'est pourquoi la CFDT se prononce :

1) Contre la liquidation de l'usine de Vincennes ;

2) Pour le maintien de l'emploi, y compris par des créations d'activités nouvelles.

A partir d'un tract de la CFDT-Kodak

BLOC-NOTES

Bimensuel N° 61

Dossier : la rentrée scolaire

Pour des raisons techniques, le prochain bimensuel sortira au plus tôt avec 24 heures de retard. Les camarades qui le reçoivent par les PTT risquent de ne pas l'avoir pour le week-end.

Pour ceux qui ont prévu une diffusion pour le week-end, nous avons d'autres moyens d'acheminement plus rapides. Qu'ils nous téléphonent.

L'administration.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Note de l'administration

Nous demandons aux camarades de régler de toute urgence les bimensuels de juin-juillet-août

SÉLECTION DES SPECTACLES DU 17 AU 30 SEPTEMBRE

Paris.

Jusqu'au 18 septembre, Djamel Allam à la Chapelle-des-Lombards ;

Jusqu'au 9 octobre, Bernard Lubat, à la Chapelle-des-Lombards

Banlieue

19 septembre : La Nouvelle chanson française (Vincennes 94) – Salon de la musique, 14 h-19 h ;
20 septembre : Cuarteto Cedron (Vincennes-94) – Salon de la musique ;
22 septembre : François Béranger (Nanterre-92) ;
23 septembre : François Béranger (Chilly-Mazarin-91) ;
23 septembre : Gérard Pierron (Chilly-Mazarin-91) ;
28 septembre : Trust (rock) (Villeneuve-Saint-Georges-94) ;
30 septembre : Gérard Pierron (Monteeau-77) ;
30 septembre : Djurdjura (Monteeau-77).

Province

21 septembre : Trust (Angoulême-16) ;
22 septembre : Gérard Pierron (Saint-Genoux-le-National-71) ;
23 septembre : Mont Joïa (Avignon-84) ;
23 septembre : Imago (Canteleu-76) ;
23 septembre : Gérard Pierron (Lons-le-Saunier-71) ;
24 septembre : Roger Mason (Montélimar-26) ;
25 septembre : Trust (Lille-59) ;
26 septembre : Trust (Cambrai-59) ;
27 septembre : F. Béranger (Nevers-58) ;
27 septembre : Trust (Rouen-76) ;
28 septembre : Cuarteto Cedron (Dreux-28) ;
29 septembre : F. Béranger (Saint-Nazaire-44) ;
29 septembre : Trust (Annecy-74) ;
29 septembre : Claire (Valence-26) ;
29 septembre : Mont Joia (Salon-de-Provence-13).

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....
PRÉNOM .....
Lieu de travail .....
Adresse .....
Code postal .....

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 – 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drufuin
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

Lire à l'usine

Entretien avec un bibliothécaire d'une usine de la région parisienne

L'usine c'est le lieu de la production, où les travailleurs passent la plus grande partie de leur journée et de leur vie. C'est l'endroit où éclate la contradiction entre ceux qui travaillent de leurs mains et qui exécutent et ceux qui pensent et qui commandent. Pourtant l'usine devrait être un lieu où les travailleurs puissent lire, se former, élever leurs connaissances et se cultiver. Or, les travailleurs, qui produisent les richesses, sont la plupart du temps écartés des moyens de culture et de réflexion par la bourgeoisie qui voit là un ferment de révolte !

Voici un entretien avec un bibliothécaire du comité d'établissement d'une usine d'aéronautique de la région parisienne. Il nous parle de ce que lisent les travailleurs.

JE travaille dans une usine de moteurs d'avions relativement ancienne. Elle compte en tout 5 000 personnes dont 2 000 ouvriers très qualifiés (ouvriers professionnels), peu d'immigrés, peu de femmes. Les salaires sont relativement élevés. L'usine est en rase campagne, les gens viennent en voiture ou utilisent le système de car mis en place.

Le Comité d'établissement dispose d'un budget annuel de 1 800 millions, c'est considérable. Une faible partie est allouée aux activités culturelles dans l'entreprise, le reste allant à la cantine, aux activités de loisirs, colonies de vacances, etc.

La bibliothèque-discothèque occupe quatre personnes à plein temps et une à mi-temps. Elle est gérée selon les vicissitudes des élections professionnelles. La CGT qui a longtemps dominé reste très forte mais partage le pouvoir avec la CFDT et FO.

18 000 livres, 2 000 inscrits

18 000 livres : c'est l'équivalent d'une bibliothèque municipale moyenne. On en construit de plus en plus, ultra-modernes, en liaison avec le boum de l'édition et c'est relativement encouragé par les pouvoirs publics. On compte 2 000 inscrits sur près de 5 000 personnes. Elle est ouverte de 12 h à 16 h. Les gens y viennent, soit pour consulter sur place, soit pour emprunter les livres.

Cela se fait à l'heure des repas : soit les gens prennent sur leur temps de repas ou quand leur chef mange (il y a trois services) ou bien à l'heure du changement d'équipe. Chaque jour, 100 à 150 personnes passent à la bibliothèque pour 30 emprunts par jour et 10 000 par an.

Les travailleurs viennent consulter des livres, se détendre, ils ne restent pas très longtemps (de 20 à 30 minutes). Ils consultent des ouvrages ou des périodiques. Certains dorment. Il n'y a pas de bar et vu l'isolement de l'usine, les travailleurs aiment bien venir se détendre. C'est agréablement décoré, ça contraste avec l'usine et c'est gratuit.

Le roman maillot jaune

C'est les romans, les grands classiques, qui ont le plus de succès : Alexandre Dumas, Balzac, Jack London, Henri Troyat, Chabrol, mais aussi Slaughter, la Marquise des Anges, Mazo de la Roche, Maurice Denuzière. Les prix littéraires aussi sont très demandés sauf s'ils ont un caractère trop littéraire comme c'est le cas pour Grainville ou Modiano. Mais les livres dont la narration est captivante, les personnages bien repérés sont recherchés. Les recherches formelles comme « le nouveau roman » sont peu lues. Quelques écrivains germaniques et anglais. Un ouvrier algérien est passionné de Herman Hesse qu'il connait très bien. La clientèle est extrêmement cultivée. Certains sont allés jusqu'au bac, d'autres ont des rudiments de littérature. Les Guy des Cars sortent très peu. Les romans policiers classiques, Simenon et Agatha Christie, quelques bonnes séries noires US sont demandées. Il y a un rayon de science fiction : Dune, Bradbury, Asimov. Les goûts sont constants.

Plus d'ouvriers que de cadres

Il y a plus d'ouvriers que de cadres qui viennent au comité d'entreprise soit parce que la bibliothèque ça fait trop pauvre soit pour ne pas se mélanger avec tout le monde.

Le premier mois où j'étais là, deux gars en bleu discutaient entre eux ; ils essayaient de se rappeler ce poème « *Comme on voit au mois de mai la rose* ». Et ils se sont plongés dans l'œuvre de Ronsard pour retrouver le poème. Bien sûr il ne faut pas généraliser.

Qu'est-ce qui fait lire, qui détermine le choix ? C'est les dramatiques de la télévision, qui sont soit des adaptations de romans soit des émissions historiques. La diffusion d'*Holocauste* a entraîné beaucoup de lectures sur les camps de la mort et sur la deuxième guerre mondiale. *L'affaire Dreyfus* à la télévision a fait lire Zola. Le décès d'écrivains célèbres, les livres de Jean-Louis Bory sortent beaucoup en ce moment ainsi que Joseph Kessel.

Bien sûr, il y a concurrence entre télévision et lecture mais il y a aussi interaction, la télévision éveille l'intérêt pour certanes lectures. De jeunes gens célibataires me disent : « *Je n'ai pas la télévision, c'est pour ça que je lis* ». Certains prennent des livres pour leur femme ou pour leur mari, beaucoup de livres de la série *Angélique* pour les femmes qui restent au foyer. Le mari leur prend le premier livre puis elles redemandent toute la série.

Il y a un vieux fond originel de l'époque de l'après-guerre où la CGT était majoritaire au Comité d'entreprise. Nous avons une bonne collection d'auteurs révolutionnaires russes. Makarenko, Ostrovski, Fadeev mais aussi des réalistes américains, Upton Sainclair, London, Hemingway, Steinbeck. On a aussi de vieux livres de Paul Vaillant-Couturier.

Les bandes dessinées arrivent en deuxième position. Elles sont très lues par les ouvriers qui se délassent. Ils les prennent soit pour eux soit pour leurs gosses : c'est *Astérix, Lucky Luke, Gaston Lagaffe*, ou bien des livres de dessins comme ceux de *Sempé* et des bandes dessinées pour adultes : *Wolinski, Reiser, Cabu*. Il n'y a aucune censure de la part des gens qui dirigent la bibliothèque.

Sciences et techniques

Les livres sur les sciences et les techniques sont énormément demandés, beaucoup d'ouvrages sur la psychanalyse. Forte demande aussi sur le livre pratique (bricolage, construction, jardins, aménagement de la maison, voiture, des livres techniques sur des artisanants ou les techniques - le fer forgé, les instruments de musique, le tissage, le jardin. Beaucoup de travailleurs ont un morceau de jardin qu'ils travaillent le dimanche.

Les livres d'arts (peinture, sculpture) sont très consultés.

La poésie, le théâtre, les essais critiques ont moins de succès. Ces livres sortent au moment des examens et lorsque les enfants en ont besoin à l'école. C'est le cas pour Molière pour les poésies. Nous avons un important rayon poésie (française, mondiale) : *Nazim Ikmet, Prévert, Desnos*.

L'histoire de la deuxième Guerre Mondiale et de la résistance est très bien représentée : 100 à 150 livres. Les gens s'intéressent aussi beaucoup au passé de l'usine. Il ne faut pas oublier qu'un communiste, Tillon a été, apres la guerre, ministre de l'air. L'engouement pour les livres de la deuxième Guerre Mondiale vient en partie de la campagne des dirigeants du PC contre l'Allemagne.

L'emprunt des livres de géographie est lié aux voyages. Ce sont des *Guides bleus* ou des livres luxueux pleins de documents photographiques qui permettent de préparer un voyage. Nous avons aussi des livres sur la Chine.

Désaffection du livre politique

Les ouvrages de sciences sociales sortent assez souvent (droit, éducation, sociologie, économie politique, etc). Il y a eu une plongée du livre politique en gros depuis le 18 mars 1978. Marx, Engels ne sortent quasiment plus alors qu'avant ils étaient beaucoup demandés. Thorez ne sort plus : il y a une désaffection du livre politique depuis un an et demi. Le tiers monde, l'histoire aussi subissent une désaffection. On ne lit plus pour apprendre, pour comprendre comme avant mais pour se délasser, pour s'évader.

Nous avons quarante périodiques. Cela va de *La nouvelle critique, Esprit, Economie et politique* à des revues comme *Air et Cosmos, Aviation magazine*, en passant par des revues de cinéma, de bricolage (système D) ou des revues scientifiques : *Sciences et Vie, La Recherche, Sciences et Avenir, La Chine en construction* sort très peu et *Pékin Information* rarement. On sent le poids des habitudes de lecture et de l'idéologie dominante.

Tout ce qui est biographique ou best-seller a du succès. Par exemple : *Tito parle, l'Orchestre rouge, Les Ritals* (de Cavanna), *Une soupe aux herbes sauvages, Le cheval d'orgueil, les autobiographies de Simone Signoret*. Mais aussi Pakin et Yachar Kémal sortent beaucoup. Les biographies sortent aussi pour les dissertations des enfants au lycée : *Rimbaud* ou *Lautréamont*.

4 ou 5 au lieu de 20

Nous avons des problèmes de fonctionnement. Il y a normalement une commission bibliothèque auprès du comité d'entreprise, souverain dans les orientations et les choix. Mais on assiste depuis peu à une désaffection pour tout ce qui est politique ou militant, une chute d'intérêt. Nous travaillons donc à quatre ou cinq au lieu de vingt, cela nuit à la démocratie. Nous sommes très libres dans nos choix. Nous sommes noyés par l'abondance de la matière : 1 300 livres sont édités chaque semaine. Nous achetons 1 200 livres par an. Nous utilisons des revues professionnelles. Nous avons la grande responsabilité de choisir, de partir des besoins des gens, pour élever leur niveau de connaissance et constituer un fond. Il y a un cahier de suggestions. Nous avons parfois l'impression d'être les sous-traitants des maisons d'édition.

De temps à autre nous organisons une vente signature : pour *Grainville*, nous avons vendu quinze bouquins, pour *Chabrol* ou *Jackez Helias* (Le cheval d'Orgueil), nous avons vendu 200 livres. Nous distribuons des tracts sur les tables de restaurant pour préparer des ventes. Nous organisons aussi des expositions : sur l'énergie solaire, sur la guerre d'Espagne, sur la Chine. Nous essayons de créer un climat d'intérêt autour d'une question. On peut freiner l'achat de littérature d'évasion, de mauvaise qualité et mettre en valeur ce qui se fait de bien de façon à inciter à lire.

Un petit forum

La bibliothèque est un petit forum où l'on discute très peu des livres mais de l'actualité. C'est un lieu de rencontre très animé (par exemple sur les *Salt*). C'est un foyer culturel, de réflexion qui joue un rôle important dans l'usine.

Propos recueillis par Léon CLADEL.

Hit-parade des sorties de livres

1) Romans	37,0 %
2) Bandes dessinées	10,0 %
3) Techniques, médecine	9,0 %
4) Enfants	6,5 %
5) Sciences sociales	5,0 %
Art,	5,0 %
Géographie	5,0 %
7) Sciences	4,5 %
8) Sports	4,0 %
9) Histoire	3,5 %
10) Philosophie, religion, morale	2,5 %
Littérature (sans roman)	2,5 %
12) Biographie	2,0 %
Guides	2,0 %
Périodiques	2,0 %

La concurrence entre lecture et télévision existe, mais la télévision éveille l'intérêt pour certaines lectures. Par exemple, « L'Affaire Dreyfus » a fait lire Zola et « Holocauste » a entraîné beaucoup de lectures sur la Deuxième Guerre mondiale.